



Manuela FERNANDEZ  
Nadia VERNAET  
Julien VERNAET

**Siège social : 20 avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE**

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Exercice clos le 31 décembre 2022**

A l'assemblée générale de l'Association ACCES LOGEMENT INSERTION

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

##### ***Principes comptables suivis***

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.

### *Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes*

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

### *Présentation d'ensemble des comptes*

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2022.

### *Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes*

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

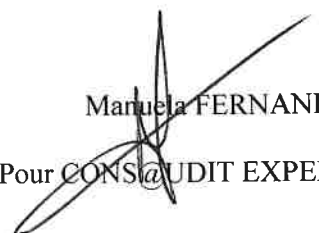
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, le 29 mars 2023

Le commissaire aux comptes

  
Manuela FERNANDEZ  
Pour CONS@UDIT EXPERTS

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I  
Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022  
Soldes N-1 de l'exercice

Avec brouillard

Hors simulation

BILAN SYNTHETIQUE

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilitisations incorporelles - Fonds commercial - Autres Immobilitisations corporelles Immobilitisations financières TOTAL I	   293 714 3 569 297 284	   85 423 85 423	   208 291 3 569 211 860	   129 218 2 903 132 122		Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres		
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes						Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I	246 103 35 246 127 929 409 277	257 515 (11 412) 119 466 365 569
Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	  3 705 35 964  309 023 951 349 644	  3 733    3 733	  (28) 35 964  309 023 951 345 911	  (28) 83 346  235 807 514 319 640		Provisions pour risques et charges (II) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL III	15 197  250   22 310 68 963 91 523	23 224     8 524 46 684 55 207
Charges constatées d'avance (III)	522		522	3 822		Produits constatés d'avance (IV)	42 296	11 583
TOTAL GENERAL (I+II+III)	647 450	89 156	558 293	455 584		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	558 293	455 584

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2022 au 31/12/2022

Solde N-1 de l'exercice

Avec brouillard      Hors simulation

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		37 351
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	81 767	
Achats d'approvisionnement	73 962	36 449	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	190 146	107 409	Subventions d'exploitation	409 419	276 554
Impôts, taxes et versements assimilés	3 109	2 022	Autres produits	84 508	40 415
Rémunération du personnel	194 862	155 277	Produits financiers	977	580
Charges sociales	68 814	51 860			
Dotations aux amortissements	17 620	15 216			
Dotations aux provisions		1 818			
Autres charges	726	796			
Charges financières					
TOTAL (I)	549 240	370 846	TOTAL (I)	576 671	354 900
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	425		PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	8 239	4 534
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	549 665	370 846	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	584 911	359 434
BENEFICE OU PERTE	35 246	(11 412)			
TOTAL GENERAL	584 911	359 434	TOTAL GENERAL	584 911	359 434



20 avenue Paul Ramadier  
12300 DECAZEVILLE  
05.65.43.50.13  
[acces-logement@wanadoo.fr](mailto:acces-logement@wanadoo.fr)

## **NOTE ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2022**

### **Règles et méthodes comptables :**

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2021 à décembre 2021.

Le total du bilan est de 558 293 €.

Le résultat net comptable est excédentaire de 35 245,83 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

### **Règlement comptable :**

Depuis l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2020, il a été fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par Arrêté du 26 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### ***Immobilisations***

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production hors charges financières.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables à l'origine.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et hors frais financiers.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



## Actif immobilisé

### Mouvements des immobilisations brutes

Poste	Valeur au 31/12/2021	Acquisitions	Cessions / Mises rebuts	Valeur au 31/12/2022
Aménagements divers	138 004,00	92 725,00		230 729,00
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00			683,00
Matériel de bureau et informatique général	5 870,00	1 761,00		7 631,00
Mobilier	8 774,00			8 774,00
Mobilier GDV	10 488,00			10 488,00
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>199 229,00</b>	<b>94 486,00</b>	<b>-</b>	<b>293 715,00</b>
Cautionnements CH	2 227,00	320,00	225,00	2 322,00
Cautionnements Réfugiés	676,00	251,00		927,00
Cautionnements Déplacés		320,00		320,00
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>2 903,00</b>	<b>891,00</b>	<b>225,00</b>	<b>3 569,00</b>
<b>Actif immobilisé</b>	<b>202 132,00</b>	<b>95 377,00</b>	<b>225,00</b>	<b>297 284,00</b>

### Mouvements des amortissements

Poste	Amortissements au 31/12/2021	Augmentations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2022
Aménagements divers	10 428,00	14 768,00	-	25 197,00
Matériel de transport	35 410,00			35 410,00
Matériel de bureau et informatique GDV	683,00			683,00
Matériel de bureau et informatique général	5 870,00	110,00		5 980,00
Mobilier	8 268,00	225,00		8 492,00
Mobilier GDV	9 351,00	310,00		9 661,00
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>70 010,00</b>	<b>15 413,00</b>	<b>-</b>	<b>85 423,00</b>

## Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits à recevoir

Ils s'élèvent à 35 964 euros au 31/12/2022 et figurent à la ligne « Autres Créances » du bilan actif. Ils correspondent à :

- Des subventions de collectivités pour 29 300 euros
- Autres produits à recevoir pour 6 664 euros.

### Charges à payer

Elles s'élèvent à 91 273 euros au 31/12/2022 et figurent aux lignes « Fournisseurs et comptes rattachés » & « Autres dettes » du bilan passif.

Elles correspondent à :

- Des factures d'exploitation non parvenues pour 22 310 euros
- La provision pour congés payés, charges sociales comprises, pour 36 269 euros
- Autres pour 32 694 euros

## **Subventions**

Les subventions comptabilisées sont celles afférentes à l'exercice, y compris les subventions attribuées à recevoir à la clôture de l'exercice.

Organisme	31/12/2022
Subvention Communauté de Communes CH	18 000,00
Subvention Communauté de Communes GDV	81 505,64
Subvention Communauté de Communes UK	2 000,00
Subvention CCAS CH	2 634,00
Subvention CCAS UK	7 818,00
Subvention DDETSPP CH	115 954,00
Subvention DDETSPP GDV	10 334,41
Subvention DDETSPP BG	3 667,00
Subvention DDETSPP Réfugiés	90 090,90
Subvention DDETSPP UK	60 802,04
Conseil Départemental CH	10 980,00
Autres subventions GDV (CLAS)	6 032,67
<b>TOTAL</b>	<b>409 818,66</b>

## **Engagement de retraite :**

Les Indemnités de Fin de Carrière sont comptabilisées. Elles sont évaluées à 15 197,31 € sur la base des estimations suivantes :

- Méthode prospective : méthode des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3,76 %
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 40,00 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 35,00 %
- Taux d'évolution salariale minimum : 0 %
- Taux d'évolution salariale maximum : 0 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 0 %



## **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

A l'assemblée générale de l'association ACCES LOGEMENT INSERTION

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

#### **1- Avec la Communauté de Communes Bassin Decazeville-Aubin**

##### *A- Centre d'hébergement*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 18 000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

*B- Aire d'accueil des gens du voyage*

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 81 505 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

*C- Accueil des réfugiés Ukrainiens*

- Nature: subvention de fonctionnement pour l'accueil des réfugiés Ukrainiens
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 2 000 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

**2- Avec la Préfecture de Rodez, représentant le Ministère des affaires sociales et de la santé**

*A- Centre d'hébergement*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'hébergement
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 115 954 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

*B- Aire d'accueil des gens du voyage*

- Nature: subvention de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 10 334 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

*C- Centre d'accueil et d'orientation*

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 90 090 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

*D- Accueil des réfugiés ukrainiens*

- Nature: subvention de fonctionnement pour l'accueil des réfugiés ukrainiens
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 60 802 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

**3- Avec le Conseil Départemental**

- Nature: subvention de fonctionnement du centre d'accueil et d'orientation
- Modalités: votre Association a reçu la somme de 10 980 euros au titre de la subvention de fonctionnement 2022.

Fait à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, le 29 mars 2023

Le Commissaire aux Comptes

  
Manuela FERNANDEZ  
CONS@UDIT EXPERTS